



## 16ème législature

<b>Question N° :</b> <b>5845</b>	<b>De Mme Anaïs Sabatini ( Rassemblement National - Pyrénées-Orientales )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Santé et prévention</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Santé et prévention</b>
<b>Rubrique &gt; professions de santé</b>	<b>Tête d'analyse &gt; Sur la situation des infirmiers libéraux</b>	<b>Analyse &gt; Sur la situation des infirmiers libéraux.</b>
Question publiée au JO le : <b>21/02/2023</b> Réponse publiée au JO le : <b>11/07/2023</b> page : <b>6503</b>		

### Texte de la question

Mme Anaïs Sabatini interroge M. le ministre de la santé et de la prévention sur la situation inquiétante des infirmiers libéraux. Alors que les déserts médicaux s'étendent, les infirmiers libéraux sont parmi les derniers professionnels à se déplacer quotidiennement au domicile de leurs patients. Ils permettent ainsi aux personnes âgées et aux plus fragiles de continuer à vivre sereinement à leur domicile. Le système de soin français qui prend le virage de l'ambulatoire nécessite des infirmiers libéraux nombreux pour opérer un maillage complet du territoire. Pourtant, les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader depuis plusieurs années décourage nombre d'entre eux. 60 professionnels sur 100 envisagent d'abandonner leur métier dans les 5 ans à venir. Les représentants de la profession l'alertent sur ce qu'ils considèrent comme un manque de reconnaissance et de soutien de l'État. Ainsi l'article 102 du PLFSS 2023 adopté le 2 décembre 2022 les expose à devenir redevable d'un indu à l'assurance maladie fixé de façon forfaitaire par extrapolation en cas d'irrégularité sur les règles de tarifications. Comme dans toutes les professions il existe des fraudeurs qu'il faut identifier, contrôler et sanctionner. Mais il serait intolérable que toute une profession se retrouve pointer du doigt. D'autre part, la pénibilité de la profession d'infirmier libéral n'est pas reconnue dans la fixation de l'âge de départ à la retraite. Mme la députée demande à M. le ministre de bien vouloir prendre en compte le désarroi des infirmiers libéraux en ouvrant des négociations avec leurs représentants afin d'étudier en concertation l'ensemble de leurs revendications. Elle lui demande également d'étudier les modalités qui permettraient de prendre en compte la pénibilité de leur travail dans le calcul de leur âge de départ à la retraite et du montant de leur pension de retraite.

### Texte de la réponse

Les infirmiers jouent effectivement un rôle essentiel dans notre système de soins notamment auprès des populations fragiles comme les personnes âgées ou les personnes en situation de handicap. Afin de valoriser ce rôle, l'avenant n° 6 signé en 2019 prévoit de nombreuses mesures de revalorisation des missions des infirmiers, dont la création du bilan de soins infirmiers (BSI). Le bilan de soins infirmiers permet une prise en charge forfaitaire des patients dépendants dans l'objectif d'améliorer la qualité des soins. Trois montants forfaitaires sont prévus en fonction de l'état de dépendance du patient (13 euros, 18,2 euros et 28,7 euros). Cet outil a rapidement été intégré dans la pratique des infirmiers et a connu un engouement important. De fait, un nouvel accord financier a été conclu avec l'Assurance maladie : l'avenant n° 8 signé en novembre 2021 a permis un doublement de l'investissement sur le BSI sur la période 2020 à 2024 avec un montant de 217 millions d'euros contre 122 millions prévus dans l'avenant n° 6. Concernant les indemnités kilométriques, l'Assurance maladie a mené des travaux sur les indemnités kilométriques afin d'adapter les modalités de facturation en fonction des spécificités locales

notamment en termes d'accès aux soins. Ces travaux ont abouti au protocole d'accord national du 6 mai 2021, annexé à l'avenant n° 8 signé le 9 novembre 2021, prévoyant la possibilité pour les partenaires conventionnels de conclure des accords locaux portant sur les modalités de facturation des indemnités kilométriques. Le ministère de la santé et de la prévention a demandé fin mai 2023 à l'Assurance maladie d'ouvrir des négociations rapides et ciblées avec les infirmiers accompagnant des revalorisations portant sur des actes du quotidien. Celles-ci ont abouti le 16 juin 2023 à la signature d'un accord qui revalorise la prise en charge des patients à domicile. Ce texte acte des revalorisations importantes concernant l'activité des infirmières et infirmiers libéraux intervenant au domicile des patients : augmentation de 10 % de l'indemnité forfaitaire de déplacement ; généralisation, à partir d'octobre 2023, du déploiement du bilan de soins infirmiers (BSI) pour les patients dépendants de moins de 85 ans et suivis par l'infirmier à domicile. Il s'agit ainsi de la dernière étape du déploiement du BSI, qui constitue une réforme majeure en matière de prise en charge des patients dépendants à domicile et reconnaît le rôle essentiel des infirmiers libéraux dans la prise en charge des personnes âgées en perte d'autonomie. Par ailleurs, en tant qu'acteurs majeurs de l'organisation des soins sur le territoire en raison de leur effectif et de leur polyvalence d'exercice, les infirmiers représentent un groupe professionnel sur lequel le ministère chargé de la santé souhaite s'appuyer pour poursuivre les transformations du système de santé en profondeur. La question de l'exercice et des compétences est ainsi centrale dans l'attractivité et la reconnaissance du métier. Si l'évolution de la profession infirmière a fait l'objet d'un parcours long et progressif de reconnaissance, c'est bien la pratique infirmière et sa construction juridique qui sont à reconsidérer pour lui apporter l'agilité indispensable au contexte sanitaire mouvant et exigeant actuel. C'est dans cette perspective que le ministre de la santé et de la prévention a lancé le 26 mai 2023 la refonte du métier infirmier en 3 axes : les compétences : les activités réalisées par les infirmiers et les infirmières étant de plus en plus techniques et diversifiées et les prises en charge de plus en plus complexes, il est désormais nécessaire de passer d'un encadrement strict des actes autorisés à une approche plus agile par grandes missions ; la formation : pour répondre aux besoins de santé de la population, renforcer des disciplines peu enseignées alors qu'essentielles (comme la pédiatrie, la psychiatrie ou la gériatrie) et aux aspirations légitimes de la communauté étudiante, il est nécessaire de repenser les cursus de formation pour les adapter aux besoins locaux, attirer toujours plus de jeunes et renforcer leur accompagnement jusqu'au diplôme ; les carrières : parce que le métier d'infirmier est un métier d'avenir, il nous faut rénover et renforcer les collectifs de travail au sein desquels ils exerceront des compétences élargies, en équipe, et verront leurs expertises reconnues dans une perspective de progression et d'évolution professionnelle.